



HAL
open science

Le désarmement pour le développement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. Le désarmement pour le développement. Stratégie et Défense, 1982. hal-04591582

HAL Id: hal-04591582

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04591582v1>

Submitted on 29 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le désarmement pour le développement

Jacques Fontanel

Stratégie et Défense

1982

Résumé : Le coût de l'armement est considéré comme un frein au développement économique mondial. L'ONU propose aux pays les plus puissants militairement de réduire leurs efforts de défense pour soutenir le développement des pays les moins développés. Se pose alors plusieurs problèmes de conversion des industries d'armement, de la définition et du contenu des dépenses militaires, de la vérification des informations fournies par les Etats, mais aussi d'assurer une sécurité internationale sans effets de domination engendrés par les pays les plus lourdement armés. Cependant, une aide internationale peut avoir des effets pervers et désarmement militaire dans un espace géoéconomique encore confus peut conduire aussi à de nouvelles guerres interétatiques et à des guerres civiles

The cost of armaments is considered to be an obstacle to global economic development. The UN is proposing that the most militarily powerful countries reduce their defense efforts to support the development of the least developed countries. Several problems then arise regarding the conversion of arms industries, the definition and content of military expenditure, the verification of information provided by States, but also ensuring international security without the effects of domination generated by the most powerful countries. more heavily armed. However, international aid can have perverse effects and military disarmament in a still confused geoeconomic space can also lead to new interstate wars and civil wars.

Mots clés : désarmement, développement, aide internationale, sécurité internationale

Keywords: disarmament, development, international aid, international security

Le traité multilatéral qui sert de Constitution à l'Organisation des Nations Unies établissait un lien étroit entre la paix, la réglementation des armements et la coopération économique internationale, mais, hormis le plan français exposé par Edgar Faure quelques semaines après Bandung (1), la problématique du désarmement pour le développement ne s'est imposée comme sujet de réflexion internationale qu'après la proclamation simultanée de la Première Stratégie internationale du développement et la Première décennie de Nations Unies pour le désarmement, au début des années 1970. Certes de nombreux appels ou propositions condamnaient, avant cette période, le gaspillage des ressources en armement au détriment des besoins fondamentaux de plusieurs centaines de millions d'individus, mais il fallut attendre 1972 pour voir apparaître concrètement la thèse selon laquelle il existerait une incompatibilité irréductible entre le développement économique et la course aux armements.

L'Assemblée Générale des Nations Unies dans le document final adopté lors de sa Session extraordinaire de 1978 reprit cette conception : « Il existe également un lien étroit entre le désarmement et développement. Les progrès du premier contribueraient grandement à la réalisation du second. Les ressources libérées par suite de l'application de mesures de désarmement devraient donc être consacrées au développement économique et social de toutes les nations et servir à combler le fossé économique qui sépare les pays développés des pays en voie de développement » (2).

L'Assemblée Générale décidait de faire entreprendre une étude sur les rapports existant entre désarmement et développement. L'étude devait tenir compte de la situation actuelle en matière de désarmement et de la nécessaire mise en place du Nouvel Ordre Economique International. Le mandat confié à un groupe d'experts gouvernementaux définissait trois domaines d'études :

- 1) L'utilisation actuelle des ressources à des fins militaires.
- 2) Les effets économiques et sociaux de la course aux armements ou d'une procédure de désarmement.
- 3) La reconversion ou la réaffectation des ressources épargnées en matière d'armement aux fins du développement économique et social

Le rapport rendu en septembre 1981 (3) souligne le risque de guerre accru provoqué par l'étendue et la rapidité de la course aux armements

et le danger d'un holocauste provoqué par un conflit nucléaire. Il estime que les perspectives de sécurité internationale se sont assombries pour plusieurs raisons :

- Les grandes puissances ont déployé de grands efforts pour disperser et protéger leurs forces et garder secret leur emplacement.
- La capacité actuelle de destruction de certaines forces nucléaires ennemies rend moins crédible les théories de la dissuasion basée sur la destruction des cibles civiles. Les Supers-Grands ont atteint un seuil technologique qui leur permet de se doter d'une vaste capacité contre-forces.
- Le temps requis pour concevoir et mettre au point les systèmes d'armes modernes s'est considérablement allongé. Chaque pays s'intéresse non pas seulement aux armes actuelles des adversaires potentiels, mais à la puissance qu'il croit pouvoir disposer dans les 5 à 10 ans à venir. Ce processus d'anticipation provoque une accélération du rythme de changement et un essor important de la Recherche-Développement militaire.
- Les considérations politico-stratégiques ont des incidences accrues en matière de relations économiques internationales et elles vont rendre plus incertaines les relations Est-Ouest et l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Pour le Groupe d'Experts, «il serait pratiquement impossible de contester qu'une inversion du sens de la course aux armements est souhaitable pour accélérer le processus de développement socio-économique. Mais le bilan extrêmement décevant des efforts de désarmement d'une part, et les résultats moins que satisfaisants obtenus jusqu'ici dans l'instauration du nouvel ordre économique international d'autre part, ont mis en lumière la réticence déplorable manifestée par certains États à percevoir une relation entre désarmement et développement » (4).

Malgré cette constatation, le Groupe considère que l'objectif final est le désarmement complet, dans le cadre d'un contrôle efficace, prévoyant des réductions équilibrées garantissant la sécurité des États ou plus exactement le maintien de leur niveau comparatif de sécurité (5). L'objectif du désarmement pour le développement est d'abord explicité par le Groupe d'Experts ; il s'intéresse ensuite à sa portée opératoire.

I. Signification du « désarmement pour le développement »

La course aux armements est perçue généralement comme un gaspillage des ressources économiques. Cette thèse est retenue par le Experts qui soulignent le poids économique du secteur militaire et mettent en évidence les conséquences économiques de la course aux armements.

A - Les dépenses militaires comme facteur de gaspillage économique.

En 1980, les dépenses militaires atteignaient 500 milliards dollars, soit 15 fois plus que l'aide publique au développement. En termes réels ces dépenses sont 25 fois plus importantes qu'au début de ce siècle et elles équivalent la somme des PNB de tous les pays d'Afrique et d'Amérique Latine réunis. Cependant ces informations sont sujettes à caution, d'une part parce que la définition des budgets militaires n'est pas homogène de pays à pays, et d'autre part parce que les comparaisons intertemporelles et internationales soulèvent de nombreux problèmes particulièrement difficiles à résoudre (6). Enfin, le secret concernant la diffusion des activités militaires conduit les Experts à établir des estimations dont les écarts-types sont très élevés.

Le groupe d'experts estime à plus de 50 millions les personnes occupées directement ou indirectement par les préparatifs militaires dont :

- 25 millions de personnes dans les forces armées régulières (40% pour l'OTAN et le Pacte de Varsovie, 17% pour la Chine,
- 10 millions de personnes dans les forces paramilitaires
- 4 millions de civils employés par les ministères de la Défense,
- 0,5 million de chercheurs (R-D militaire),
- 4 millions de travailleurs employés à la production d'armements.
- 3 à 6 millions d'emplois industriels financés par les dépenses militaires.

Notons que les chiffres donnés par Ruth SIVARD dépassent largement cette estimation, puisqu'elle établit à 100 millions les personnes concernées par les dépenses militaires dans leur activité professionnelle (7).

La production militaire industrielle provient essentiellement des pays développés ; elle représente environ 30% des dépenses militaires totales, soit près de 150 millions de dollars en 1980. Dans certains secteurs, aéronautique par exemple, la demande militaire est déterminante à la fois quantitativement (près de la moitié des commandes) et qualitativement (matériel sophistiqué nécessaire à l'amélioration technologique des matériels).

Les activités militaires mondiales consomment approximativement 6% de la production d'aluminium, 11% de celle du cuivre, 8% de celle du plomb, 5 à 6 % de la consommation de pétrole (soit plus que celle de la France). En matière de recherche-développement, plus de 20% des scientifiques et ingénieurs qualifiés du monde participent directement à l'amélioration de la technologie des armes. Certes, les estimations diffèrent considérablement selon les sources, mais il faut bien admettre que la frontière entre le secteur militaire et le secteur civil en matière de Recherche est souvent très délicate. Par contre, il apparaît clairement que le secteur militaire exerce un rôle primordial et sans doute entraînant dans le domaine des recherches scientifiques et du développement technique et qu'il influence considérablement le type de technologie de

pointe qui sert de support à la croissance économique moderne (nucléaire, espace, informatique, aéronautique, etc...

Le commerce des armes réduit les potentialités économiques des pays en voie de développement, qui absorbent mes trois-quarts de ce marché lucratif. Enfin, les résultats bruts de ses dépenses militaires mettent en évidence la part croissante des pays les plus pauvres dans la répartition mondiale des dépenses militaires, passant de 4,5% en 1960 à 16,1% en 1980.

Le groupe d'experts considère que les effets du secteur militaire sur les économies nationales sont négatifs. « Qualifier les effets négatifs des efforts militaires mondiaux de socialement néfastes, économiquement injustifiables, politiquement inefficaces, écologiquement dangereux et moralement intolérables est devenu un thème commun dans la plupart des analyses des conséquences terrifiantes d'une poursuite de la course aux armements » (8). L'activité militaire et la course aux armements est donc, au moins sous sa forme contemporaine, condamnée sévèrement.

B - La réduction du « gaspillage » militaire aux fins du développement

Les relations entre désarmement et développement peuvent prendre des formes diverses : réduction du gaspillage des ressources actuellement affectées à la défense nationale, transformations qualitatives et quantitatives de la recherche-développement, modification profonde des formations économiques et sociales contemporaines, etc. Il est certain que le désarmement pourrait avoir une incidence très positive sur le développement, même si les deux questions étaient distinctes. La course aux armements a absorbé une quantité énorme de ressources matérielles et humaines qui n'ont pas pu être investies dans la satisfaction des besoins de tous, sans pour autant assurer la sécurité des États. Cependant, les menaces à la sécurité internationale ne se limitent pas au domaine militaire. La crise économique, le sous-développement, les effets de domination, la pollution terrestre, l'épuisement des ressources de matières premières, les inégalités sociales sont autant de facteurs d'instabilité et d'insécurité.

La réalisation d'un nouvel ordre économique international contribuant à réduire les inégalités et le fossé séparant les pays du Sud et du Nord, pourrait, dans son principe, constituer un facteur de paix et de désarmement. Or, les résultats actuels n'incitent guère à l'optimisme, car la gestion en commun de l'interdépendance économique n'est possible que dans le cadre d'une réduction de tensions internationales constamment attisées par la recherche de la prééminence militaire.

Les « crises » économiques qui sévissent dans le monde ne favorisent pas la mise en place de structures de négociation susceptible de susciter une procédure de désarmement. Le

Groupe d'Experts rejette l'hypothèse selon laquelle l'accroissement des dépenses militaires peut engendrer des effets positifs à long terme sur la

croissance économique et il insiste volontiers sur le détournement de ressources qui auraient pu être utilisées à des fins productives. Ses principales conclusions sont les suivantes :

- « Des dépenses militaires constamment élevées ou en augmentation exerceront vraisemblablement un effet négatif sur la croissance économique, directement en détournant les investissements et indirectement en imposant des restrictions à la productivité, qui dépend elle-même dans une large mesure de l'effort de recherche-développement actuellement conçu dans une trop large mesure en fonction des besoins de la technique militaire » (9). Il existe d'ailleurs une forte corrélation entre l'importance des dépenses militaires et les faibles taux de croissance économique.

- Les dépenses militaires ont un effet hautement inflationniste et toutes les théories (inflation par les coûts, par la demande monétaire) acceptent cette hypothèse. En pratique, plusieurs arguments complémentaires peuvent être présentés : rythme d'inflation du secteur militaire, relative faiblesse des économies d'échelle malgré le développement du commerce international, fonctionnement des complexes militaro-industriels, secret des affaires, faiblesse de la compétition, etc.

- En matière d'emploi, la même somme dépensée dans le civil est en moyenne deux fois plus créatrice d'emploi que la même somme utilisée dans le secteur militaire. Des résultats similaires sont obtenus entre pays à économie du Nord.

Le désarmement se présente comme un instrument fondamental du développement.

II – Le caractère opératoire du désarmement pour le développement

Le désarmement pose deux problèmes essentiels : la réaffectation et la reconversion des activités militaires. D'autre part ; dans le cadre du développement économique des pays pauvres, il est nécessaire de prévoir des mécanismes de redistribution propres à combler le retard du Sud sans remettre en cause la croissance du Nord.

A - Réaffectation et reconversion.

Le Groupe d'Experts s'est interrogé sur le problème de la reconversion et de la réaffectation des ressources libérées par le secteur militaire et il a suscité et financé de nombreuses études. L'une d'entre elles, conduite par Leontieff (10) établit des scénarios de course aux armements ou de désarmement. Elle met en évidence le rôle fondamental du désarmement sur le développement des pays du Sud, surtout s'il existe un transfert des économies réalisées dans les pays du Nord à leur profit. Le tableau ci-dessous montre l'importance du phénomène (11)

Tableau 1 – PIB par habitant en dollars USA

Pays	Part des dépenses militaires en dollars constants	Après des procédures de désarmement suivi de transferts
Pays arides d'Afrique	143,4	353,1
Pays d'Asie à faible revenu	136,1	190,4
Pays Amérique latine à faible revenu	418,2	488,1
Afrique tropicale	244,9	381,5

Le processus de désarmement aurait de nombreuses conséquences complémentaires : possibilité réelle de réforme du système monétaire international, essor du nouvel ordre économique international, amélioration de la sécurité nationale, réduction des effets de domination, etc.

La reconversion de l'industrie de la défense soulève quelques difficultés (spécialisation de certains matériels, haute concentration sectorielle et géographique de la production, dépendance des entreprises à l'égard du secteur militaire, haut niveau de qualification de la main d'œuvre, profits élevés et faible concurrence, existence de complexe militaro-industriels, etc.), mais les leçons de l'histoire montrent qu'elle se réalise toujours dans la croissance. Plusieurs exemples de reconversion d'activités militaires dans le secteur civil sont alors présentés (la production des véhicules militaires pourrait ainsi être remplacée par la production d'installations de pompage et de canalisation pour l'irrigation, d'équipements de barrage pour la production d'énergie marémotrice, de chaudières à bain fluidisé, de submersibles nécessaires à l'exploitation des minéraux et de l'agriculture en milieu marin ou de matériels de lutte contre le feu).

Bien entendu, des mesures devraient être prises pour assurer la transition. La responsabilité de la reconversion et de la réaffectation des ressources incombe aux pouvoirs publics, l'aptitude du gouvernement à organiser le désarmement dépend en grande partie de sa capacité à orienter ou à planifier l'économie nationale. En tout état de cause, les difficultés rencontrées, sauf cas exceptionnels, devraient rapidement disparaître du fait des avantages évidents du désarmement. C'est alors que le problème de la réaffectation des ressources libérées entre les pays du Nord et les pays du Sud se posera concrètement. Si le désarmement ne s'accompagne pas d'un transfert vers les pays les plus pauvres, le fossé économique qui sépare les pays développés aux pays en voie de développement s'agrandira. La réaffectation des ressources doit alors se poser en termes d'échanges Nord-Sud.

B - Mesures institutionnelles.

Plusieurs propositions institutionnelles ont été présentées dans le cadre du désarmement pour le développement : fonds international d'entraide et d'équipement (proposition française 1955), fonds spécial d'assistance aux pays en voie de développement (proposition soviétique 1956), fonds de reconversion industrielle et de développement économique (proposition brésilienne 1964), Comité Spécial de redistribution des fonds économisés par une réduction de 10% des budgets militaires (proposition de l'URSS en 1973) ;, impôt perçu par l'ONU sur les armements et redistribué aux pays en voie de développement (proposition sénégalaise 1978), Fonds international de désarmement pour le développement (proposition française de 1978), Compte spécial pour le Programme des Nations Unies pour le développement (proposition mexicaine 1978) ou création d'un Fonds spécial de développement (Commission Brandt).

La méthode des fonds libérés par le désarmement semble a priori la plus satisfaisante, mais elle se heurte à de nombreuses difficultés : la volonté politique des États de réduire leurs dépenses, problèmes techniques de la comparaison d'informations économiques produites par des formations économiques et sociales très différentes, nécessité de la vérification, etc...

La méthode instituant un prélèvement sur les armements n'est pas non plus très convaincante. Elle présente les mêmes difficultés techniques que la précédente et la détermination de l'assiette de l'impôt apparaît être une formidable source de conflits, sauf si elle est réduite au commerce des armes. Dans ce cas, compte tenu de la structure actuelle des achats d'armement, les pays en voie de développement seraient à la fois les contribuables et les bénéficiaires de l'opération. Au cas où une autre procédure pourrait être mise en place, elle aboutirait à ne dégager des ressources importantes pour l'aide aux pays en voie de développement que dans l'hypothèse de la course aux armements.

Quant à la méthode des contributions volontaires, elle peut servir de support à un fonds spécial d'affectation des ressources du secteur militaire libérées. Elle conduit toutefois à un desserrement du lien entre désarmement et développement et les résultats de l'aide publique au développement ne permettent guère l'optimisme quant à l'importance des fonds ainsi redistribués.

L'utilisation des fonds pourrait concerner les pays pauvres à faible potentiel militaire, certains types de projet ou un effort des pays en voie de développement dans la voie de la paix. La proposition française, par exemple, propose plusieurs critères pour identifier les pays qui sont à la fois les « plus riches et dotés des arsenaux militaires les plus importants ». Cependant, les critères croisés sont toujours très difficiles à utiliser et les estimations des dépenses militaires ne concordent pas selon les sources.

Pour le Groupe d'Experts, un fonds de désarmement pour le développement aurait trois avantages principaux : la mise en évidence de la relation entre désarmement et développement, une meilleure prise de conscience par les gouvernements et par l'opinion publique de ce lien et l'élaboration de nouvelles règles de solidarité internationale et de transferts de ressources. La proposition française leur apparaît à la fois modeste quant à l'engagement du fonds initial (1 milliard de francs), ambitieuse au plan de son rôle politique et économique, complexe sur le point de savoir ce qu'est un seuil optimal de sécurité et en tout cas difficilement applicable dans l'état actuel de la situation internationale.

Le rapport se termine par une série de recommandations parmi lesquelles la publication par les gouvernements des coûts socio-économiques des préparatifs militaires à court et long termes, la réalisation d'études concernant la réaffectation des ressources, la mise en place d'un programme de planification en vue de faciliter la reconversion des ressources libérées, la création d'un fonds international du désarmement pour le développement dont les modalités techniques et administratives devraient être examinées par les Nations Unies, le développement du rôle de l'ONU en matière d'information et d'éducation sur le désarmement.

Ce rapport du Groupe d'Experts est intéressant à plusieurs titres :

- il donne des informations intéressantes sur l'importance du secteur militaire dans le monde,
- il résume de nombreuses études originales commanditées par les Nations Unies concernant l'impact des dépenses militaires sur l'économie mondiale ou sur quelques économies nationales,
- il souligne l'importance du désarmement pour le développement,
- il fait des recommandations pratiques qui peuvent avoir une réelle portée opératoire.

Cependant, plusieurs arguments ou éléments de réflexion paraissent étrangement absents, comme il est de coutume pour un Groupe d'Experts soucieux du consensus :

- Le désarmement peut certainement servir le développement.

Mais, inversement, le développement est sans doute aussi une condition du désarmement. Les effets de domination économique provoqués par la puissance militaire sont occultés et s'il n'est pas toujours vraisemblable qu'au niveau mondial le désarmement peut favoriser le développement économique, au niveau national ce n'est pas toujours vrai. Le refus de mettre en évidence ces effets asymétriques ne nous semble pas opportune, car la recherche d'un réel désarmement doit se faire en mettant au grand jour les difficultés économiques régionales et nationales. Plutôt que de parler de transfert des économies réalisées par la réduction de la course aux armements de certains pays développés vers les pays en voie de développement, il faut d'abord analyser l'impact d'une telle mesure de désarmement sur l'économie de ces pays. Il est probable que, au moins

à moyen terme, il sera négatif pour certains pays. Dans ce cas, le lien entre désarmement et développement n'est pas généralisable et il peut constituer un obstacle aussi bien au désarmement qu'au développement.

- La conception de sécurité nationale n'est pas toujours bien analysée. S'il apparaît souvent évident de dire qu'une réduction homothétique des armements conduit à maintenir la sécurité des Etats, il faut alors se méfier des évidences. En effet, la sécurité nationale est souvent assurée à partir de certains seuils minimaux de défense en-deçà desquels toute crédibilité de dissuasion s'estompe. Il faut donc tenir compte de cette réalité stratégique et énoncer clairement que, puisque le désarmement est nécessaire, il faut commencer par réduire les arsenaux de ceux qui sont les plus puissants (URSS et USA) jusqu'au point où des seuils minimaux de sécurité en réduction pourront être définis pour les autres pays concernés.

La sécurité d'un État n'est pas conçue comme un besoin. En fait, le Groupe ne retient que les besoins économiques dans son analyse et il ne suggère pas que, parfois, la liberté est plus importante qu'un supplément de pain. Sans doute au niveau mondial, la course aux armements apparaît absurde et condamnable. Cependant, au niveau national, les dépenses militaires apparaissent comme la résultante des conflits latents de systèmes d'idéologies et d'intérêt ; elles satisfont (mal sans doute, mais ce jugement reste subjectif) le besoin de protection de la collectivité (ou de l'État) et de lutte contre la rareté. Le désarmement n'est pas simplement le résultat d'une volonté politique, il est plutôt inscrit et refusé par les structures politiques, idéologiques et économiques qui gouvernent notre planète. Il est difficile de concevoir un désarmement sans l'émergence d'un nouvel ordre économique international ou d'une nouvelle coexistence pacifique des systèmes économiques idéologiquement séparés et historiquement impérialistes.

- Le fonds du désarmement pour le développement peut n'avoir pour effet que l'absorption de ressources normalement destinées à l'aide publique au développement. Dans cette perspective, le lien entre désarmement et développement est inutile. Il faut chercher plutôt la création d'un fonds d'aide aux pays en voie de développement, dont les économies en matière d'armement ne constitueraient qu'une source de financement parmi d'autres.

- Le désarmement militaire n'a pas de grand avenir s'il ne se prolonge pas par un désarmement économique. Les fameuses « armes économiques » sont d'une puissance considérable et chacun sait le poids de l'arme alimentaire, de l'arme de la faim, de l'arme du dollar ou de l'arme du pétrole. Le désarmement et la coopération internationale doivent apparaître simultanément. La relation de cause à effet que semble indiquer la « recherche du désarmement pour le développement » est maladroite et l'on aurait tout aussi bien pu dire la « recherche du développement pour le désarmement ».

- Le transfert des ressources du désarmement pour le développement des pays du Nord vers les pays du Sud n'est pas nécessairement favorable à la croissance économique des pays les plus importants, elle peut ne bénéficier qu'aux couches sociales les plus favorisées et elle ne protège pas contre le « maldéveloppement » (12). Le développement des pays du Sud passe d'abord par la solidarité des pays du Tiers-Monde, par la mise en place d'une stratégie « autocentrée » du développement et par une recherche continue d'amélioration de leurs termes de l'échange à l'égard des pays riches.

Le lien entre désarmement et développement, s'il s'impose absolument au plan de la morale, ne paraît pas toujours utile et opératoire pour le désarmement et pour le développement. En tout cas, sa complexité peut conduire à des négociations difficiles, dont les résultats, à terme, seront payables en dollars et en armes.

Notes

- (1) Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 19, 173.
- (2) *Document final Xe session Assemblée Générale ONU* (résolution S-10/2 du 30 juin 1978). Paragraphe 35.
- (3) Rapport du Secrétaire Général, *Développement et coopération économique. Etude des rapports sur le désarmement pour le développement*, A/36.356, 5 Octobre 1981.
- (4) Ibid. Paragraphe 393, p. 194.
- (5) Cette conception présentée par le Groupe d'Experts (paragraphe 32, p.17) n'est pas très claire. Le niveau actuel de sécurité ne permet pas la réduction de la course aux armements. Il est alors difficile de concevoir comment il est possible de réduire les dépenses militaires à longue échéance avec un niveau de sécurité inacceptable pour de nombreux pays. En fait, une réduction proportionnelle des dépenses militaires pourrait être engagée à niveau de sécurité égal, aucun pays n'étant alors gagnant ou perdant en matière de sécurité nationale, mais elle suppose aussi implicitement qu'il est possible de maintenir en l'état actuel l'organisation politique, stratégique, idéologique et économique du monde. Ce qui s'avère bien peu probable.
- (6) Group of Experts on the Reduction of Military Budget, *Reduction of Military Budgets* (à paraître)
- (7) Sivard, R.L. (1980), *World Military and Social Expenditure*, Leesbourg, Institut International d'Etudes Stratégiques, Virginia.
- (8) Rapport « *Désarmement pour le Développement* ». Paragraphe 173.
- (9) Ibid. paragraphe 411
- (10) Leontiev, W. (1981) *Worldwide Economic Implications of Limitation on Military Spending*, Rapport ONU, New York.
- (11) Leontiev, W, Duchin, F. (1980), *Worldwide implications of hypotheticals changes in Military Spending*, USACDA, Washington.
- (12) Rapport *Désarmement pour le Développement*, Op. Cit. p. 115.

- (13) Fontanel, J. (1982), Analyse économique du couple désarmement pour le développement économique. Les exemples des économies de l'URSS, les USA, l'Égypte et Israël. Cahiers du CEDSI, Faculté de Droit, Université des Sciences Sociales de Grenoble.

Bibliographie

Aben, J. (1981), Désarmement, activité et emploi, *Défense Nationale*, mai.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 19

Fontanel, J. (1980), Le concept de dépenses militaires, *Défense Nationale*, Paris. Décembre.

Fontanel, J., Matière, J-P. (1982), *La préparation à la guerre*. Colloque Emile-Laugier, UNESCO, Octobre.

Fontanel, J. (1982), La comparaison des dépenses militaires, *Défense Nationale*, Novembre.

Fontanel, J. (1982) Military expenditures and economic growth (France, Morocco), United Nations Copyright, 1982

Fontanel, J. (1982), *Analyse économique du couple désarmement pour le développement économique. Les exemples des économies de l'URSS, les USA, l'Égypte et Israël*. Cahiers du CEDSI, Faculté de Droit, Université des Sciences Sociales de Grenoble.

Fontanel, J. (à paraître, 1983), *L'économie des armes*, La Découverte, Maspero, Paris.

Galbraith, K. (1968, attribué à), *La paix indésirable. Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann Levy, Paris.

Leontiev, W. (1981) *Worldwide Economic Implications of Limitation on Military Spending*, Rapport ONU, New York.

Leontiev, W, Duchin, F. (1980), *Worldwide implications of hypotheticals changes in Military Spending*, USACDA, Washington.

ONU (1978), *Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires*, F.78.IX.1.

ONU (1978) *Document final Xe session Assemblée Générale ONU* (résolution S-10/2 du 30 juin 1978).

ONU (1981) *Développement et coopération économique. Etude des rapports sur le désarmement pour le développement*, Rapport du Secrétaire Général, A/36.356, 5 Octobre 1981.

ONU (1981) *Reduction of Military Budget*, Group of Experts on the Reduction of Military Budget. F.81.I.9. New York.

SIPRI (1982) *World armaments and disarmament*, SIPRI Yearbook, Taylor & Francis.

Sivard, R.L. (1980), *World Military and Social Expenditure*, Leesbourg, Institut International d'Etudes Stratégiques, Virginia.

Thorsson, I. (1982), Relationship between disarmament and development. Colloque Emile-Laugier, UNESCO.

USACDA (1982) *World Military Expenditures and Arms Transfers 1970-1979*. Washington.